

## Les États-Unis dans la guerre civile chinoise

La compréhension des diverses formes d'ingérence américaine dans la guerre civile chinoise nécessite de prendre en compte une période assez longue, des premiers contacts en 1944 entre le Parti communiste chinois (PCC) et des diplomates et militaires américains à Yan'an, au Traité de défense mutuelle entre les États-Unis et Taiwan du 2 décembre 1954. Quelles raisons les États-Unis ont-ils de s'intéresser à la Chine ? Celle-ci relève plutôt de la sphère d'influence britannique. Le Royaume-Uni est de loin le premier investisseur en Chine et, avant la Seconde Guerre mondiale, la Chine n'absorbait, les meilleures années, que 1,9 % des exportations des États-Unis et ne fournissait que 3,4 % de leurs importations. Les intérêts étaient surtout intellectuels et religieux : pendant la « décennie de Nanjing » (1927-1937), l'anglais est devenu la langue étrangère la plus étudiée en Chine grâce aux efforts des universités et sociétés savantes américaines. À la même époque, la moitié des quelque 3 000 missionnaires chrétiens présents en Chine sont américains, avec toutefois des résultats modestes : on compte moins d'un million de baptisés en Chine en 1949, toutes religions chrétiennes confondues<sup>1</sup>.

Mais pendant la Seconde Guerre mondiale, par la volonté de Roosevelt, la Chine sert de laboratoire au remodelage de l'ordre mondial par les États-Unis. Politiquement : en donnant à la Chine un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, Roosevelt escomptait un alignement inconditionnel du Guomindang (GMD) sur Washington. Le directoire mondial aurait ainsi fonctionné à trois (Chine, États-Unis, Royaume-Uni) contre un (URSS)<sup>2</sup>. Économiquement : la Chine doit servir de modèle à la Porte ouverte mondialisée instituée à Bretton Woods. En témoigne le traité de commerce sino-américain du 8 mai 1946, le premier négocié

1. Laurent Cesari, « Les États-Unis face à la victoire de Mao Zedong en Chine », in Pierre Melandri et Serge Ricard (dir.), *Les États-Unis face aux révolutions : de la Révolution française à la victoire de Mao en Chine*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 195-222, notamment p. 198.

2. *Ibid.*, p. 199.

par les États-Unis avec un pays non-industrialisé après Bretton Woods, et imposé au GMD à coup de chantages à l'octroi de prêts américains. Le traité prévoit, en matière douanière, la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée pour les tarifs comme pour les barrières non-tarifaires. Pour les investissements dans les mines et la finance : clause de la nation la plus favorisée. Pour les investissements dans les autres secteurs : statut intermédiaire entre le traitement national (que le Département d'État aurait voulu obtenir dans tous les secteurs) et la clause de la nation la plus favorisée. Entre février 1947 et mai 1949, à la demande du Département d'État auquel il ne pouvait désormais plus rien refuser, le GMD appliqua en outre un vaste programme de privatisations<sup>3</sup>.

L'ingérence américaine dans la guerre civile chinoise prend deux formes bien distinctes : d'abord deux médiations biaisées entre le GMD et le PCC (médiations Hurley et Marshall), puis, une fois la guerre civile déclarée, une fausse abstention de plus en plus hostile au PCC, qui culmina avec le franchissement du 38<sup>e</sup> parallèle en Corée.

#### LA MÉDIATION HURLEY : UNE RATIONALISATION DES MOYENS MILITAIRES

Cette médiation vise, pendant la Seconde Guerre mondiale, à coordonner l'action militaire du GMD et du PCC contre le Japon. Aussi bien le GMD que le PCC affectent une partie de leurs effectifs militaires à se surveiller mutuellement, et il n'existe aucune coordination entre les deux armées. L'offensive japonaise *Ichigo* contre les bases aériennes américaines du nord de la Chine, au printemps 1944, pendant laquelle le GMD a refusé de détourner contre le Japon les unités employées à surveiller l'armée communiste dans le Nord-Ouest, rend cette coordination impérieuse. Staline lui aussi exigeait, pendant toute la guerre, l'abandon par le PCC des bases qu'il administrait, et l'acceptation de la prééminence du GMD au sein du Front national<sup>4</sup>. D'où, en retour, la ligne du PCC : « Écouter l'URSS, mais pas en tout<sup>5</sup>. »

Patrick Hurley, un ancien ministre républicain de la Guerre (c'est-à-dire de l'armée de terre) sous Hoover, qui se veut totalement extérieur au Département d'État, est nommé représentant personnel de Roosevelt (en août 1944), puis ambassadeur en Chine (en novembre), avec pour mission d'obtenir une unité d'action entre les armées communistes et nationalistes.

3. Qing Simei, « Visions of Free trade and U.S.-China Commercial Treaty Negotiations, 1945-1946 », in Li Xiaobang et Li Hongshan (eds.), *China and the United States: A New Cold War History*, Lanham, MD, University Press of America, 1998, pp. 119-152.

4. Michael H. Hunt, « The Genesis of Communist Foreign Policy: Mao Zedong Takes Command, 1935-1949 », in Gregory Benton (ed.), *Mao Zedong and the Chinese Revolution*, vol. 1: *Policies and Strategies, 1919-49*, Londres, Routledge, 2008, pp. 157-177.

5. Dieter Heinzig, *The Soviet Union and Communist China 1945-1950: The Arduous Road to the Alliance*, Armonk, NY, M. E. Sharpe, 2004, p. 39.

Hurley a soutenu que Roosevelt lui avait enjoint de refuser le prêt-bail au PCC tant que celui-ci n'aurait pas accepté de se placer sous les ordres de Jiang Jieshi, mais rien ne le prouve<sup>6</sup>. Le PCC a tout intérêt à cette médiation qui peut lui permettre d'obtenir des armes (Mao Zedong écarte toute accusation d'ingérence), et Jiang ne peut en récuser le principe<sup>7</sup>.

Hurley aborde la médiation avec un biais favorable au GMD : maintenir Jiang à la tête de l'État, empêcher l'effondrement du gouvernement nationaliste, obtenir l'unification des armées communistes et nationalistes. Ces objectifs sont conformes à la politique générale américaine, mais Hurley les applique avec un amateurisme et une partialité qui vont faire échouer sa médiation. De concert avec le GMD, il présente une proposition à Yan'an le 8 décembre 1944 : unification militaire, obéissance du PCC aux ordres du gouvernement, gouvernement et armée uniques avec traitement égal pour tous, légalisation de tous les partis politiques. Le plan prévoit la direction du GMD sur toutes les armées, ce que le PCC refuse, mais Mao présente une contre-proposition : unification des armées, légalisation de tous les partis antijaponais, gouvernement de coalition comprenant tous ces partis ainsi que des sans-parti, obéissance des armées au gouvernement de coalition, distribution équitable de toutes les fournitures étrangères.

Hurley approuve ce dernier projet, le contresigne avec Mao et le présente à Jiang. Celui-ci le rejette car il exige que le PCC renonce aux zones sous administration communiste et, plus généralement, ne veut pas d'un gouvernement de coalition. À son tour, Jiang présente une contre-proposition prévoyant le passage de toutes les forces du PCC sous commandement nationaliste. Ce point est inacceptable pour le PCC, qui se souvient des expéditions militaires menées contre lui par le GMD à partir de 1927. Il n'entend pas céder, car les effectifs communistes ont augmenté après l'offensive Ichigo. Or, Hurley ne soutient pas la contre-proposition de Mao, bien qu'il l'ait contresignée, et demande au PCC d'accepter les conditions du GMD<sup>8</sup>.

Le 8 décembre 1944, Zhou Enlai prévient Hurley que le PCC va publier le texte signé par lui et Mao. Hurley comprend alors que sa médiation a échoué. Il estime que le PCC a cherché à le manipuler et ne cessera désormais de lui être hostile. La négociation GMD-PCC ne continue que pour la forme. Les États-Unis ayant remplacé les pertes en matériel militaire subies lors de l'offensive *Ichigo*, le GMD ne veut rien céder. Le PCC non plus, car il mise désormais sur ses contacts avec l'armée de terre américaine, impressionnée par ses capacités de guérilla, pour détourner les États-Unis d'un soutien exclusif au GMD. Mécontent de ces ouvertures faites sans son autorisation, Hurley déclare en conférence de presse,

6. Tian Xiansheng, « Patrick J. Hurley's Mission to China, 1944-1945 », in Li Xiaobang et Li Hongshan (eds.), *op. cit.*, pp. 207-259.

7. *Foreign Relations of the United States* (ci-après : *FRUS*) ; 1944, vol. 6, John S. Service, compte-rendu d'entretien avec Mao Zedong, 23 août 1944, pp. 609-610.

8. Tian Xiansheng, *op. cit.*

le 2 avril 1945, que les États-Unis soutiendront désormais uniquement le GMD<sup>9</sup>. Ces contacts du PCC avec l'armée américaine n'auront pas de suite non plus car les États-Unis renoncèrent au début de 1945 à un débarquement sur le continent asiatique pour se concentrer sur la conquête du Japon depuis les îles. Le Vietminh, qui avait lui aussi mis sur ses services aux armées américaines à l'occasion d'un débarquement, s'est heurté au même retournement de la conjoncture militaire.

#### LA TENSION AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE LORS DE LA CAPITULATION DU JAPON, FACTEUR D'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS JIANG-MAO

Hurley comptait sur des pressions soviétiques sur le PCC, notamment lors de l'entrée de l'Armée rouge en Chine, pour l'amener à composer avec le GMD. Le traité sino-soviétique du 14 août 1945, négocié dans ses grands traits à Yalta entre Staline et Roosevelt le 8 février, et dont Hurley eut connaissance en mars, pouvait sembler donner raison à l'ambassadeur. Ce texte comporte une promesse mutuelle de non-ingérence et un engagement mutuel de soutien matériel et moral. En contrepartie, l'URSS récupère la base navale de Port Arthur et reçoit des droits privilégiés dans l'exploitation du port commercial de Dalian comme dans celle des chemins de fer trans- et sud-mandchouriens, tandis que la Chine renonce à toute ambition en Mongolie extérieure<sup>10</sup>. L'URSS admet que les États-Unis ont désormais remplacé le Royaume-Uni comme puissance dominante en Chine. Elle ne fait d'exception que pour la Mandchourie, région bordière où elle ne veut pas d'influence américaine<sup>11</sup>.

De fait, au début de l'occupation de la Mandchourie, l'URSS incite Mao à coopérer avec le GMD. Capitalisant sur la promesse soviétique de non-ingérence, Jiang invite Mao à des négociations politiques à Chongqing le 14 août. Il est décidé à réduire par les armes la « rébellion communiste », mais cette négociation, destinée à échouer, permettra de donner le change et de justifier une expédition militaire ultérieure<sup>12</sup>. Par télégrammes des 20 et 22 août 1945, Staline presse néanmoins Mao de se rendre à Chongqing<sup>13</sup>. Mao doit se résigner, mais du fait de la disproportion des forces matérielles, il estime qu'une négociation sans action militaire parallèle déboucherait sur un triomphe sans partage du GMD. Il ordonne donc le 26 août de

9. *Ibid.* ; D. Heinzig, *op. cit.*, pp. 44-47.

10. Texte in François Joyaux, *La Nouvelle Question d'Extrême-Orient*, vol. 1 : *L'Ère de la guerre froide (1945-1959)*, Paris, Payot, 1985, pp. 348-349.

11. D. Heinzig, *op. cit.*, p. 53.

12. Sergey Radchenko, « Lost Chance for Peace: The 1945 CCP-Kuomintang Peace Talks Revisited », *Journal of Cold War Studies*, vol. 17, n° 2, printemps 2017, pp. 84-114, notamment p. 89.

13. *Ibid.*, pp. 73, 77 ; Odd Arne Westad, *Decisive Encounters: The Chinese Civil War, 1946-1950*, Stanford, Stanford University Press, 2003, pp. 30-31.

poursuivre les combats pendant la conférence, de défendre le Sud et de s'étendre au Nord, et de ne céder aucun matériel militaire au GMD<sup>14</sup>.

Hurley a facilité les entretiens Jiang-Mao (28 août-10 octobre 1945). Mao hésitait fortement à se rendre auprès de Jiang par crainte d'être assassiné. Hurley alla chercher Mao en avion à Yan'an et l'accompagna jusqu'à Chongqing. Mao accepta l'arrangement parce qu'il supputait que le GMD n'oserait pas abattre en vol un avion qui transportait l'ambassadeur des États-Unis. La négociation ne déboucha que sur la publication d'un communiqué s'en tenant à des généralités<sup>15</sup>.

Lors des entretiens de Chongqing, l'ambassade américaine soutient totalement la revendication, présentée par Jiang, d'une armée unifiée sous commandement nationaliste<sup>16</sup>. Elle est appuyée par le Pentagone qui, au second semestre de 1945, définit les orientations de la politique américaine envers la Chine, alors que le Département d'État reste passif<sup>17</sup>. La Mandchourie étant la principale région industrielle en Chine, et son invasion ayant servi de tremplin aux conquêtes japonaises, les chefs d'état-major (dont George Marshall), ainsi que les ministres militaires, estiment qu'une Chine privée de cette province ne serait pas viable. La poursuite de la descente de l'Armée rouge vers le sud de la province après la capitulation du Japon leur fait craindre que l'URSS ne veuille en exploiter les ressources pour se tailler une zone d'influence au-delà, en Chine du Nord.

Ces soupçons sont infondés : Staline se concentre sur la Mandchourie parce que les limites de l'économie soviétique ne lui permettent pas d'agir jusqu'en Chine du Nord<sup>18</sup>. Mais le GMD en profite pour réclamer aux États-Unis un soutien économique et militaire massif qui lui permettrait de dicter ses conditions au PCC : il veut 60 divisions. D'où les mesures suivantes, prises par Truman en août et au début de septembre 1945 à l'instigation des militaires : ordre aux armées japonaises en Chine (hors de Mandchourie) de capituler uniquement aux mains du GMD ; transport des armées nationalistes par l'aviation et la marine américaines vers le Nord de la Chine, pour qu'elles puissent recueillir cette capitulation - ce sera le plus grand pont aérien de l'histoire jusqu'alors ; et après la capitulation : évacuation rapide des Japonais pour les empêcher de céder leurs armes au PCC ; prolongation du prêt-bail pour six mois au profit de la Chine uniquement, bien que le Japon ait déjà capitulé ; accord de principe à un large

14. He Di, « Mao Zedong and the Marshall Mission », in Larry R. Bland (ed.), *George C. Marshall's Mediation to China, December 1945-January 1947*, Lexington, Va., George C. Marshall Foundation, 1998, pp. 173-199, en particulier pp. 181-182.

15. S. Radchenko, *op. cit.*

16. Xiang Lanxin, *Recasting the Imperial Far East: Britain and America in China, 1945-1950*, Armonk, New York, M. E. Sharpe, 1995, p. 51.

17. Marc S. Gallicchio, *The Cold War Begins in Asia: American East Asian Policy and the Fall of the Japanese Empire*, New York, Columbia University Press, 1988 ; O. A. Westad, *Decisive Encounters...*, *op. cit.*, chapitre 5.

18. Andrei M. Ledovsky, « Marshall's Mission in the Context of USSR-China-US Relations », in L. Bland (ed.), *op. cit.*, pp. 423-443, notamment p. 432.

renforcement de l'armée nationaliste (39 divisions) et à la création d'une mission d'instruction américaine auprès de celle-ci.

Le GMD est ainsi placé en position de force pendant la négociation avec le PCC, mais cette intimidation échoue. D'abord parce que le PCC n'est nullement l'instrument passif de l'URSS, contrairement à l'avis de Hurley et du Pentagone. Certes, l'accord GMD-PCC du 10 octobre 1945 (qui ne concerne pas la Mandchourie du fait de l'occupation soviétique), annonce la convocation prochaine d'une conférence politique consultative, mais Mao refuse de placer ses armées sous les ordres du GMD et de céder le pouvoir dans les régions qu'elles occupent en Chine du Nord<sup>19</sup>. Ensuite parce qu'elle incite l'URSS, par précaution, à fournir un début de soutien au PCC. À la mi-septembre, en réaction à l'entrée des armées nationaliste et américaine en Chine du Nord, le PCC avait décidé de s'implanter dans les campagnes de Mandchourie, où l'Armée rouge n'occupait jusque-là que les villes. Fin octobre, Moscou l'encourage à masser ses forces en Mandchourie pour faire tampon avec le GMD, trop soutenu par Washington. Elle lui fournit des armes et des moyens de transport<sup>20</sup>. En octobre, l'Armée rouge a même empêché les nationalistes de débarquer à Dalian<sup>21</sup>. Ce début de tension américano-soviétique en Chine vient s'ajouter au mécontentement de Moscou d'être écarté de l'occupation du Japon.

Ce que voudrait l'URSS, c'est un retrait simultané des armées américaine et soviétique de Chine au 15 novembre 1945, date fixée pour son départ de Mandchourie par le traité sino-soviétique du 14 août. Le secrétaire d'État James Byrnes propose cette mesure à Truman, car l'ajournement de la Conférence de Londres en septembre 1945 par son homologue soviétique Viatcheslav Molotov, en riposte au refus américain d'accorder la reconnaissance diplomatique aux gouvernements d'Europe orientale tant qu'ils n'auraient pas organisé d'élections libres, lui a montré que la possession de la bombe atomique ne suffit pas pour amener Moscou sur les positions de Washington. Il veut donc amadouer l'URSS, mais sans aller jusqu'à lui accorder une voix délibérative dans l'occupation du Japon. D'où le choix d'une concession portant sur la Chine. Mais Truman ne suit pas la recommandation de Byrnes, et l'armée soviétique reste sur place.

Or, en Chine, l'accord du 10 octobre 1945 n'a rien réglé – Jiang a aussitôt envoyé à ses généraux une directive d'élimination des communistes, dont le PCC a obtenu connaissance – et l'on apprend en novembre, à Washington, la reprise des accrochages entre GMD et PCC<sup>22</sup>. L'arrêt de la

19. Chen Jian, *Mao's China and the Cold War*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2001, p. 28.

20. D. Heinzig, *op. cit.*, p. 78 ; Niu Jun, « The Origins of the Sino-Soviet Alliance », in Odd Arne Westad (ed.), *Brothers in Arms: The Rise and Fall of the Sino-Soviet Alliance 1945-1963*, Stanford, Stanford University Press, 1999, pp. 47-89, notamment pp. 56-57.

21. M. Gallicchio, *op. cit.*, p. 112.

22. Qing Simei, « American Visions of Democracy and the Marshall Mission to China », in Li Hongshan et Hong Zhaohui (eds.), *Image, Perception, and the Making of U.S.-China Relations*, Lanham, MD, University Press of America, 1998, pp. 257-313 (p. 280) ; Tian Xiansheng, *op. cit.*, p. 245.

guerre civile s'impose donc pour éviter de donner à l'URSS des occasions d'ingérence en Chine. Cette guerre peut prendre fin soit par une conciliation entre Jiang et Mao, soit par une victoire militaire du GMD. Byrnes propose les 19 et 20 novembre de maintenir l'infanterie de marine américaine en Chine, mais de mettre fin au transport des forces nationalistes vers le nord. Tous les ministres militaires, arguant de la supériorité matérielle du GMD sur le PCC, refusent. Or un choix rapide s'impose, car la population américaine, relayée par les parlementaires, commence à se plaindre du maintien des mobilisés en Chine plusieurs mois après la capitulation du Japon<sup>23</sup>.

La démission inattendue de Hurley, le 27 novembre 1945, précipite la décision. L'ambassadeur attribue publiquement l'échec de sa médiation et les demandes de rappel des troupes de Chine à des influences communistes au Département d'État et au Congrès. Ces accusations n'eurent guère d'écho dans l'immédiat, mais resservirent lorsque le Parti républicain se mobilisa totalement en faveur du GMD après l'élection de Truman en novembre 1948.

Pour remplacer Hurley, Truman choisit Marshall en lequel il a toute confiance. L'affrontement entre Département d'État et Pentagone se concentre alors sur le contenu des instructions à Marshall. Byrnes soutient que la Chine a besoin de paix pour récupérer la Mandchourie et obtient que Marshall soit chargé d'une médiation. Mais sous la pression des militaires, il accepte le transport de nouvelles unités nationalistes. Comme les médiations américaines précédentes, celle de Marshall vise donc à assurer la prééminence du GMD, mais sans intervention militaire directe en Chine, que refuserait le Congrès.

Marshall, pour l'essentiel, a rédigé ses propres instructions avec ses collaborateurs du Pentagone. Il s'agit pour les États-Unis d'obtenir une trêve entre GMD et PCC, la formation d'un gouvernement de coalition et l'unification des armées. Les occasions pour l'URSS de mener des activités subversives en Chine seront ainsi réduites. Marshall devra assurer le retour de l'autorité nationaliste en Mandchourie. En revanche, il n'autorisera le transport de nouvelles forces nationalistes en Chine du Nord que s'il estime ce mouvement conforme à ses instructions, c'est-à-dire s'il ne porte pas préjudice à la négociation politique, ou en cas d'échec de celle-ci. Marshall est autorisé à brandir une menace de coupure des fonds pour forcer le GMD à négocier. Malgré ces précautions, la médiation est biaisée d'emblée, car il est entendu entre Marshall et Truman que si le GMD refuse un règlement politique, les États-Unis continueront à le soutenir<sup>24</sup>.

Byrnes trouve un répondant en Staline, qui craint que la pression militaire croissante des nationalistes autour des zones communistes ne débouche sur une guerre civile dont les États-Unis imputeraient la responsabilité à l'URSS. À la Conférence de Moscou (16-27 décembre 1945),

23. M. Gallicchio, *op. cit.*

24. *Ibid.*, pp. 126-132.

Staline accepte le maintien des forces américaines en Chine, à condition que l'URSS en soit informée. Cette concession permet un communiqué anglo-américano-britannique conjoint : promesse d'un retrait de Chine des forces américaines et soviétiques le plus tôt possible (mais sans fixer de date), appel à l'arrêt de la guerre civile et à la formation d'un gouvernement de coalition de la Chine unifiée. Tout comme le traité sino-soviétique de 1945, la médiation Marshall résulte d'un compromis américano-soviétique sur lequel les Chinois n'ont pas été consultés<sup>25</sup>.

LA MÉDIATION MARSHALL, VICTIME D'INJONCTIONS CONTRADICTOIRES  
(DÉCEMBRE 1945-DÉCEMBRE 1946)

Le cessez-le-feu, premier volet de la médiation Marshall, est utile aux deux parties : aux communistes, qui sont sur la défensive en Chine du Nord, et aux nationalistes qui ont l'initiative militaire dans la région mais manquent d'effectifs<sup>26</sup>. En revanche, Jiang s'est offusqué que les États-Unis lui imposent un cabinet de coalition, fût-ce avec une participation communiste seulement minoritaire.

La première partie de la mission, de l'arrivée du Général en Chine (20 décembre 1945) à son retour aux États-Unis pour consultations (11 mars 1946), est la plus productive : cessez-le-feu, convocation d'une conférence politique consultative, préparation d'un plan d'intégration de l'Armée populaire de libération (APL) dans l'armée nationale. Le PCC collabore alors avec Marshall pour le « neutraliser ».

Marshall tenait à ce que le GMD reprenne possession de la Mandchourie le plus rapidement possible. Le cessez-le-feu en Chine du Nord, obtenu dès le 10 janvier 1946, était un moyen d'y parvenir, car il libérerait des troupes nationalistes pour la Mandchourie où, convoyées par l'armée américaine, elles pourraient entrer et évoluer<sup>27</sup>. Le PCC, qui disposait de 300 000 soldats dans la province, a accepté mais, à la demande de l'URSS qui espérait trouver ainsi un moyen de revenir dans la négociation, a exclu la Mandchourie du champ de la trêve<sup>28</sup>. Les forces nationalistes pourront donc réoccuper la Mandchourie avec un droit de libre passage, mais entourées de soldats communistes avec lesquels n'existe pas de cessez-le-feu.

Toujours pour contrer l'URSS, Marshall aurait voulu que la négociation traite en priorité de l'intégration militaire mais, en contrepartie du retour des nationalistes en Mandchourie, Zhou Enlai a obtenu que la

25. Ramon H. Myers, « Frustration, Fortitude, and Friendship: Chiang Kai shek's Reactions to Marshall's Mission », in L. Bland (ed.), *op. cit.*, pp. 149-171, notamment p. 151.

26. Diana Lary, *Chinese Civil War: A Social History, 1945-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 111 ; Niu Jun, « Guomindang and CCP Policies Toward the United States During the Period of the Marshall Mission », in L. Bland (ed.), *op. cit.*, pp. 235-253, notamment p. 243.

27. Niu Jun, « Guomindang and CCP Policies... », *op. cit.*, p. 243.

28. D. Heinzig, *op. cit.*, p. 95.



discussion porte d'abord sur la démocratisation du régime politique, et ensuite seulement sur l'unification des armées<sup>29</sup>. Cette démocratisation fait l'objet de la conférence politique consultative des 11-31 janvier 1946, qui débouche sur des accords de principe : réforme constitutionnelle ; formation d'un gouvernement de coalition où le GMD n'aura que la moitié des portefeuilles ; intégration militaire avec 20 % des effectifs pour l'APL ; maintien des pouvoirs locaux existants. Ces dispositions correspondent pour l'essentiel aux demandes communistes. Marshall a eu beaucoup de mal à les faire accepter par le GMD<sup>30</sup>.

Concernant l'intégration des armées, le GMD demande qu'elle soit effective après dix-huit mois, alors que le PCC, refusant de perdre son instrument militaire propre, n'accepte qu'une réduction des effectifs. Sur les instances de Marshall et de Zhou Enlai, le PCC admet finalement l'intégration après dix-huit mois. Ce texte, qui accorde 80 % des effectifs aux nationalistes et 20 % aux communistes, ne porte que sur l'armée nationale. Il ne concerne pas les forces locales, ce qui signifie que les armées ou milices servant à défendre les zones sous administration communiste subsistent en l'état, tout comme celles des zones nationalistes, bien entendu. Un plafond de 15 000 hommes est fixé pour chaque province<sup>31</sup>. Mais en fait, l'accord signé le 25 février 1946 ne satisfait ni Jiang, pour lequel le délai de dix-huit mois, trop long, profitera au PCC, ni Mao qui craint qu'il ne débouche sur un désarmement de ses troupes, qui les mettrait à la merci du GMD<sup>32</sup>.

Marshall et Zhou Enlai voulurent enfin traiter du cessez-le-feu en Mandchourie. Au début de 1946, les forces nationalistes, transportées par des moyens militaires américains, ont désarmé les Japonais dont les unités ont été rapatriées. Ni le GMD, ni le PCC ne veulent renoncer à la Mandchourie, car si les nationalistes s'en emparent, ils pourront prendre en tenailles les armées communistes de Chine du Nord et couper les communications entre le PCC et l'URSS. Le 15 février 1946, Zhou Enlai exige donc un contrôle commun sur la province. Jiang, qui a demandé aux forces soviétiques de rester sur place jusqu'à leur relève par les forces nationalistes, revendique le droit d'occuper seul la région. Il prie Marshall de faire en sorte que reprennent les convois de forces nationalistes vers la Mandchourie, bien que tous les Japonais soient maintenant désarmés. Marshall comprend que l'absence de cessez-le-feu en Mandchourie compromettrait la trêve acquise dans le reste de la Chine, mais ses instructions lui enjoignent d'assurer le retour de l'autorité nationaliste en Mandchourie. Lorsqu'il quitte temporairement la Chine le 11 mars, la question n'est pas réglée<sup>33</sup>.

29. Niu Jun, « Guomintang and CCP Policies... », *op. cit.*, pp. 245-249.

30. Zhang Baijia, « Zhou Enlai and the Marshall Mission », in L. Bland (ed.). *op. cit.*, pp. 201-234, en particulier pp. 215-216.

31. Thomas D. Lutze, *China's Inevitable Revolution: Rethinking America's Loss to the Communists*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, p. 43.

32. Zhang Baijia, *op. cit.*, p. 218.

33. *Ibid.*, pp. 219-221.

Après son départ, la trêve révèle sa fragilité. Le comité central du GMD des 1<sup>er</sup>-17 mars 1946, marqué par un rapprochement entre Jiang et la droite du parti, refuse de ratifier en l'état les accords avec le PCC. Il conteste à la fois la formation d'un gouvernement de coalition et l'intégration militaire. Il exige que, dans la nouvelle Constitution, l'Exécutif ne soit pas responsable devant le Législatif, afin d'empêcher l'érosion du pouvoir présidentiel par le PCC et les partis de Troisième Force. Or, Jiang reprend cette exigence à son compte. Mao aurait souhaité que Marshall ne quitte la Chine qu'après l'obtention d'un cessez-le-feu en Mandchourie. Il refuse dès le 18 mars toute révision des accords, et, dans ce contexte d'affrontement politique avec le GMD et encouragé par l'URSS qui lui reproche une déférence excessive envers les États-Unis, se range à l'avis de ses chefs militaires en Mandchourie, selon lesquels une reprise des offensives militaires permettra de soutirer au GMD l'extension de la trêve dans la province. Ce n'est pas encore la rupture : Mao compte sur Marshall pour amener le GMD à renoncer à ses demandes de révision et veut améliorer sa position militaire en Mandchourie pour forcer les nationalistes à composer. Jiang tient un raisonnement similaire, mais plus offensif : il compte sur le retrait de l'Armée rouge de Mandchourie, désormais imminent, pour y infliger à l'armée communiste des défaites qui, non seulement donneront au GMD des atouts dans la négociation, mais en outre mettront les forces nationalistes en position favorable pour se retourner contre les forces communistes au sud de la Grande Muraille<sup>34</sup>.

Or, alors que Marshall avait refusé en février le transport, demandé par le GMD, de deux nouvelles armées nationalistes en Mandchourie par les États-Unis, son successeur, le général Alvin Gillem, anticommuniste déclaré, y consent le 30 mars, huit jours après l'annonce officielle par l'URSS du retrait imminent de ses troupes. Il s'agit d'une violation de la neutralité requise d'un médiateur, mais compatible avec les instructions de Marshall. Le GMD en profite pour lancer le 31 mars une offensive contre l'APL à Siping, pour se frayer un raccourci vers Changchung et dicter ensuite ses conditions au PCC. Gillem a donné au GMD les moyens de ses ambitions<sup>35</sup>.

De leur côté, avant de partir de Mandchourie, les chefs de corps de l'Armée rouge ont laissé l'APL se servir dans leurs armureries et s'installer dans plusieurs villes. Staline qui avait regretté que le GMD n'ait pas concédé quelques provinces au PCC lors de la négociation de Chongqing, fait ainsi payer à Jiang son attachement intransigeant au principe de l'unité territoriale de la Chine. La partie n'est néanmoins pas égale avec les énormes moyens dont les États-Unis ont doté le GMD, lequel comprend que la tension Est-Ouest naissante, manifestée par exemple par le discours de Churchill sur le « rideau de fer » le 5 mars, lui ouvre la perspective de livraisons encore accrues<sup>36</sup>.

34. D. Heinzig, *op. cit.*, p. 98 ; Qing Simei, *op. cit.*, pp. 286-288.

35. D. Heinzig, *idem* ; O. A. Westad (ed.), *Decisive Encounters...*, *op. cit.*, pp. 156-159 ; *idem*, *Cold War and Revolution: Soviet-American Rivalry and the Origins of the Chinese Civil War*, New York, Columbia University Press, 1993, p. 159 ; Zhang Baijia, *op. cit.*, pp. 219-222.

36. S. Radchenko, *op. cit.*, p. 106 ; O. A. Westad, *Cold War and Revolution*, *op. cit.*, pp. 158-159.

Le PCC contre-attaque et ne se presse pas de revenir à la table de négociations : lui aussi veut obtenir au préalable une position de force militaire. Marshall, revenu en Chine le 18 avril, considère l'offensive nationaliste en Mandchourie comme une violation de la trêve qui rend sa médiation presque impossible. Le 3 juin, il impose à Jiang un cessez-le-feu de deux semaines, censé permettre une reprise des pourparlers. Comme cette trêve arrêta une rapide avancée des nationalistes vers Harbin, le *China lobby* accusa Marshall d'avoir trahi le GMD<sup>37</sup>. C'était oublier que celui-ci lança dès le 26 juin une nouvelle grande offensive en Chine centrale, qui étendit la guerre civile à tout le pays<sup>38</sup>.

La négociation GMD-PCC de Nanjing (10-26 juin 1946) manifesta l'impuissance dans laquelle Marshall était tenu par ses instructions. Il menaça le GMD d'une coupure des crédits américains comme il y était autorisé, mais sans aller jusqu'à soulever la possibilité d'une collaboration entre les États-Unis et le PCC, option qui lui était interdite. Jiang put donc se permettre de se montrer intransigeant, d'autant que Marshall lui-même avait recommandé une augmentation des fournitures au GMD pendant son séjour à Washington, et que la prolongation du prêt-bail en faveur de la Chine fut connue à Nanjing à la mi-juin 1946<sup>39</sup>.

Truman et Marshall voulaient que la guerre civile qui venait de reprendre se termine au plus vite, pour prévenir toute possibilité d'ingérence soviétique en Chine. Aussi, de la mi-septembre 1946 à la mi-mai 1947, suspendirent-ils les livraisons d'armes au GMD. Mais celui-ci possédait déjà de vastes stocks d'armement cédés par les bases américaines du Pacifique après la capitulation du Japon. De plus, l'embargo ne valait pas pour les fournitures civiles, dont certaines avaient des applications militaires (équipement industriel, véhicules à moteur, matériel de télécommunications...). États-Unis et Chine conclurent un important contrat de ce type en août 1946. Le PCC, qui n'avait maintenant plus aucun motif de ménager Washington, saisit l'occasion pour dénoncer le GMD comme le parti de l'étranger<sup>40</sup>.

Marshall quitta la Chine avec un sentiment d'échec. Contrairement à Hurley, il n'avait pas pris ouvertement le parti du GMD. Dès son retour à Washington, Truman le nomma secrétaire d'État : la diplomatie américaine était désormais dirigée par un opposant à toute intervention militaire en Chine. De fait, l'essentiel des forces américaines quitta le pays à la fin de 1947. Mais sans aller jusqu'à cette mesure extrême que même le *China lobby* n'était pas unanime à recommander, les États-Unis disposaient de bien d'autres moyens pour continuer à contrer le PCC.

37. D. Lary, *op. cit.*, p. 62 ; Hans van de Ven, *China at War: Triumph and Tragedy in the Emergence of the New China*, Cambridge, Harvard University Press, 2018, p. 234.

38. He Di, *op. cit.*, p. 193.

39. Yu Shen, « The CCP's Views on the Marshall Mission: A Historical Study », in L. Bland (ed.), *op. cit.*, pp. 255-272 (r p. 270) ; O. A. Westad, *Decisive Encounters...*, *op. cit.*, pp. 45-46.

40. *Ibid.*, pp. 50-51.

UNE PASSIVITÉ EN TROMPE-L'ŒIL<sup>41</sup>

Après le retour de Marshall, Truman et le Département d'État ne font plus exclusivement fond sur le GMD pour contrer le PCC. Dès avant son départ de Chine, Marshall fonde ses espoirs sur les tiers partis, entre nationalistes et communistes. Une centaine de petits partis de cette obédience se sont créés entre 1945 et 1949, dont le principal est la Ligue démocratique. Aucun n'est une organisation de masse ni ne dispose d'une base territoriale, mais, alliés au GMD, ils pourraient peut-être en freiner l'autoritarisme et le souverainisme croissants. Mais ces partis sont très attachés à l'indépendance nationale et les initiatives américaines les rebutent. Ils s'indignent du traité de commerce sino-américain du 8 mai 1946. Le viol d'une étudiante pékinoise par deux soldats américains à la Noël 1946, révélé par la presse malgré la censure du GMD, suscite une agitation que le PCC saura exploiter, mais seulement après en avoir constaté la spontanéité. Surtout, le relèvement de l'industrie nipponne à partir de 1947, signe tangible de l'insertion du Japon dans la politique américaine d'endiguement, éloigne la Troisième Force des États-Unis. Comme, de son côté, le GMD finit par interdire la Ligue démocratique en octobre 1947, la gauche non-communiste gravita vers le PCC<sup>42</sup>.

Cette faible efficacité de la diplomatie d'influence pour isoler le PCC fournit un argument aux relais du GMD au Pentagone et au Parti républicain en faveur de la livraison de nouvelles fournitures militaires. Les militaires américains ont conscience de disposer, avec la mission d'instruction auprès de l'armée nationaliste, d'un véritable fief : obligation pour la Chine de consulter les États-Unis avant de faire appel à des conseillers militaires ou à du matériel non-américains ; obligation de fournir toutes les matières premières et les renseignements de tous ordres demandés par les États-Unis ; liberté de manœuvre pour tous les appareils militaires américains sur le sol chinois ; exterritorialité partielle pour le personnel militaire américain en Chine. Les ministres de la Défense sont acquis au GMD : James Forrestal est reconnaissant à Henry Luce, propriétaire de la chaîne de journaux *Time-Life* et principal soutien des nationalistes parmi les « faiseurs d'opinion » américains, du soutien apporté par ses publications à la mobilisation industrielle et militaire pendant la Seconde Guerre mondiale. Son successeur, Louis Johnson, a exercé comme avocat auprès du brasseur d'affaires H. H. Kung, beau-frère de Jiang Jieshi. Au Congrès, le *China Bloc* est peu nombreux mais occupe des positions importantes : Walter Judd appartient à la commission des Affaires étrangères de la Chambre. Surtout, l'engagement total des publications Luce en faveur du GMD assure l'appui du Parti républicain aux nationalistes, même de la part d'élus pour lesquels la Chine n'est pas une priorité. En effet, *Life* a largement contribué à bâtir

41. Ce paragraphe condense L. Cesari, *op. cit.* Les informations complémentaires sont référencées en notes.

42. T. Lutze, *op. cit.*

la réputation de Foster Dulles, conseiller pour les Affaires étrangères de Thomas Dewey, candidat républicain aux élections présidentielles de 1948. Et au cas où Dewey n'aurait pas obtenu l'investiture de son parti, Luce aurait appuyé la candidature d'Arthur Vandenberg, président républicain de la commission sénatoriale des Affaires étrangères<sup>43</sup>.

Cette corrélation des forces parlementaires garantit la poursuite des subventions américaines au GMD. Pas en quantité illimitée, car les Républicains en tiennent aussi pour l'austérité budgétaire. Mais l'administration Truman leur accorde des satisfactions partielles pour assurer le vote de fonds à l'Europe, à laquelle elle accorde la priorité stratégique. En 1948, l'aide Marshall alloue 100 millions de dollars à la Chine. En août 1949, un amendement rédigé entre autres par Dulles, alors sénateur du New York, réclame l'allocation de 175 millions de dollars au GMD et l'envoi de conseillers militaires en Chine. À la commission des Affaires étrangères, un vote strictement partisan (Démocrates pour et Républicains contre), modifie cette proposition en l'allocation de 75 millions « en Chine ou à sa périphérie ». Cette concession permet le vote des crédits en faveur du Pacte atlantique<sup>44</sup>.

L'offensive républicaine en faveur du GMD atteint un sommet après l'élection de Truman en novembre 1948. Ayant manqué l'élection présidentielle et perdu la majorité parlementaire, les Républicains comptent sur l'argument de la « perte de la Chine » pour rétablir leur fortune électorale. Song Meiling, l'épouse de Jiang, vient en personne diriger les activités de lobbying du GMD aux États-Unis après l'élection. Le nouveau secrétaire d'État, Dean Acheson, indispose le *China lobby* par sa passivité apparente : misant sur le souverainisme commun aux communistes et aux nationalistes, il compte sur la formation à moyenne échéance d'un titisme chinois. Il se tient prêt, le moment venu, à conditionner l'accès de la Chine au commerce extérieur, notamment avec le Japon, à la docilité politique du PCC. Il pose comme condition à la reconnaissance diplomatique de la République populaire de Chine (RPC) le respect par celle-ci des traités signés par les régimes antérieurs, parmi lesquels le traité de Washington de 1922, le traité de commerce de 1946 avec les États-Unis et le GATT ! Dans l'intervalle, il instaure un embargo encore limité contre le PCC, comme par exemple, à l'été 1949, l'accord tacite des États-Unis au blocus des ports chinois par le GMD. Il s'emploie à gagner les alliés d'Europe occidentale à ces mesures, dont découle partiellement le COCOM. Il multiplie les pressions sur ces mêmes alliés pour qu'ils ne reconnaissent pas la RPC : ce fut par exemple la condition impérative au soutien financier américain à la guerre française d'Indochine<sup>45</sup>.

43. Robert Edwin Herzstein, « Henry Luce, George Marshall, and China: The Parting of the Ways in 1946 », in L. Bland (ed.), *op. cit.*, pp. 115-145.

44. Xu Guangqiu, *Congress and the US-China Relationship, 1949-1979*, Akron, OH, University of Akron Press, 2007, pp. 17-26.

45. Xiang Lanxin, *op. cit.*, chapitre 6.

Cette politique est inefficace, car le PCC et l'URSS ont compris la manœuvre. Aussi bien Staline que Mao sont favorables à des investissements en Chine provenant de pays capitalistes, qui soulageront les finances soviétiques. Mais ils n'en font pas une priorité, et n'admettent pas qu'ils soient soumis à des conditions politiques, d'autant que, depuis la visite de Liu Shaoqi à Moscou (26 juin-14 août 1949), l'URSS fournit au PCC des centaines d'ingénieurs et d'experts. Mao maintient donc son exigence : pour établir des relations diplomatiques avec la RPC, les États étrangers doivent au préalable rompre avec le GMD<sup>46</sup>.

Sous des dehors passifs, Truman et Acheson pratiquent donc une politique de pression sur le PCC. Néanmoins, ils excluent toute intervention de dernière minute dans la guerre civile et ne prévoient pas de défendre Taiwan contre un débarquement communiste : outre que la mesure serait trop coûteuse, elle fermerait la porte à toute possibilité de rapprochement avec Beijing. Ils n'accordent non plus aucun soutien personnel à Jiang lui-même : au Département d'État, l'éventualité d'un coup d'État contre lui n'est pas exclue, et Acheson mise sur l'irrédentisme taiwanais jusqu'à septembre 1949. Ces options mécontentent et les militaires, qui veulent conserver Taiwan comme abcès de fixation propre à empêcher l'APL de descendre plus au sud, et les Républicains : McCarthy lance le 9 février 1950 ses premières accusations publiques contre les influences communistes au Département d'État.

Dès son déclenchement, la guerre de Corée permet aux partisans du GMD de reprendre l'initiative. Le 25 juin 1950, les chefs d'état-major acceptent l'envoi de forces en Corée, mais demandent en contrepartie la création d'une mission militaire à Taiwan. Acheson refuse la mission militaire mais accorde l'interposition de la marine américaine dans le détroit de Taiwan, avant de consentir en août au versement de fournitures militaires au GMD. Sachant que MacArthur, idole des Républicains, s'apprêtait à faire un éclat public contre Truman si celui-ci ne se portait pas à la défense de Taiwan, le Secrétaire d'État a sans doute préféré prendre les devants. Officiellement, l'interposition visait uniquement à maintenir le *statu quo* territorial, mais en fait, les services secrets américains commencèrent à soutenir les opérations nationalistes de déstabilisation contre le continent avant même l'ouverture des hostilités en Corée. Elle a rempli sa fonction officielle, puisque Mao, qui préparait un débarquement à Taiwan malgré la faiblesse de sa marine et le peu d'empressement de l'URSS à soutenir cette entreprise, y renonça dès le 30 juin.

Le programme républicain pour les législatives de mi-mandat en 1950 mentionne la reconquête du continent. À l'été 1950, la CIA recommande l'unification de la Corée par des moyens militaires. Les chefs d'état-major conseillent même la reconquête de la Mandchourie car, ayant ainsi constaté que son alliance avec l'URSS est pour elle source de

46. D. Heinzig, *op. cit.*, pp. 162-169 ; Shen Zhihua et Xia Yafeng, *Mao and the Sino-Soviet Partnership, 1945-1959: A New History*, Lanham, MD, Lexington Books, 2015, p. 28.

déboires, la RPC romprait alors avec Moscou ! Après le débarquement de MacArthur à Inchon le 15 septembre 1950 derrière les lignes nord-coréennes, Truman et Acheson se laissent gagner par cette ambiance : ils optent pour le franchissement du 38<sup>e</sup> parallèle afin d'unifier la Corée sous l'autorité de Syngman Rhee. Tous deux comptent sur la stigmatisation de la RPC pour faire accepter aux contribuables le coûteux programme de réarmement NSC/68, et espèrent que la réunification coréenne fera oublier la « perte de la Chine » aux législatives de novembre. Comme Jiang Jieshi avant eux, Truman et Acheson, jusqu'alors prudents, surestiment désormais leurs forces par rapport à la RPC. Dans ce contexte, dès novembre 1950, Acheson, comprenant l'utilité de Taiwan pour des opérations contre le continent, se convertit à la « politique des deux Chines » chère aux militaires.

L'avancée rapide des armées chinoises en Corée du Sud a failli réduire à néant cette politique américaine de pressions. Le 13 janvier 1951, l'Assemblée générale de l'ONU présente une proposition d'armistice à la RPC : cessez-le-feu, puis conférence sur l'ensemble des questions pendantes en Asie orientale, y compris le siège de la Chine à l'ONU. Non sans imprudence, étant donné la fatigue des troupes de Peng Dehuai, Mao rejette l'offre et persiste à réclamer des négociations politiques en préalable au cessez-le-feu. Le soulagement est général au Département d'État, car la résolution du 13 janvier avait suscité l'ire des Républicains. Les États-Unis obtiennent ainsi de l'Assemblée générale, le 1<sup>er</sup> février 1951, une résolution qui déclare la Chine agresseur.

Dès lors, du fait du piétinement des nouvelles offensives chinoises en 1951, la politique américaine envers Beijing est toute tracée jusqu'à la présidence Nixon : exclusion de l'ONU, embargo commercial relevant de la guerre économique, soutien militaire à Taiwan, appui aux éléments anti-communistes en Chine continentale, fermeture de l'Asie à toute influence maoïste. Jusqu'à la fin de la guerre de Corée, ces mesures relèvent encore de l'ingérence dans la guerre civile chinoise, plutôt que d'une version offensive de l'endiguement d'État à État, car les États-Unis ne renoncent pas encore à trouver un remplaçant à Jiang Jieshi lui-même. À partir de la fin de 1947, ils ont misé sur des personnalités éminentes du GMD passées par les universités américaines, comme le brillant général Sun Liren et l'ancien maire de Shanghai, Wu Guozhen, favorable au pluripartisme et à un adoucissement des pratiques policières du régime<sup>47</sup>. Sun passera 33 ans aux arrêts domiciliaires et Wu devra s'exiler aux États-Unis. Puis, pendant la guerre de Corée, la CIA, tout en maintenant par précaution l'instruction de commandos nationalistes, forme à Hong Kong et parachute en RPC des paramilitaires dont l'allégeance va à la Troisième Force et non au GMD (Mouvement Chinois Libre, Ligue de Combat). La capture de ces agents amena la CIA à transférer son soutien au seul GMD en 1953-1954.

47. Lin Hsiao-ting et Wu Su-feng, « America's China Policy Revisited: Regionalism, Regional Leaders, and Regionalized Aid (1945-49) », *Chinese Historical Review*, vol. 19, n° 2, 2012, pp. 107-127.

Désormais, Washington maintint son éternelle politique visant à briser l'alliance sino-russe, mais sans coup d'État, ni à Beijing ni à Taipei<sup>48</sup>.

Au total, les États-Unis ont multiplié les pressions dans la guerre civile chinoise : médiations biaisées, puis fausse abstention qui hésitait entre le chantage économique et l'affrontement militaire. Ils ont ainsi contribué à rapprocher le PCC de l'URSS. La Chine a servi de laboratoire à des politiques suivies par les États-Unis hors d'Europe tout au long de la Guerre froide : appui aux régimes conservateurs avec prière de se libéraliser, mais maintien du soutien s'ils ne le font pas ; affectation, sur ces théâtres, qui ne comptent pas parmi les priorités stratégiques essentielles, de ressources importantes mais pas illimitées ; de là l'apparition, au sein de l'État américain, d'une opposition souvent composée de militaires, qui réclame des moyens accrus pour ces opérations régionales et peut trouver des relais dans le parti minoritaire au Congrès.

Ce schéma a été opérant jusqu'à la fin de la guerre du Vietnam. La stratégie d'usure menée contre l'URSS à la suite de l'invasion de l'Afghanistan, exemple massif d'ingérence dans de multiples guerres civiles, s'en éloigne. Non par les objectifs politiques, comme le montre par exemple la distinction spé cieuse opérée par Jeane Kirkpatrick, ambassadrice aux Nations Unies sous Reagan, entre régimes « autoritaires » supposés transitoires et États « totalitaires » décrétés éternels, mais dans la mesure où elle est restée au stade de la « petite guerre ». Cette nouvelle forme d'intervention répondait aux vœux des militaires qui, échaudés par la longueur des combats au Vietnam, réclamaient désormais l'assurance préalable de moyens illimités avant de se lancer dans des opérations dépassant le niveau de la guerre couverte.

Laurent CESARI

*Université d'Artois, EA 4027*

48. Roger B. Jeans, *The CIA and Third Force Movements in China during the Early Cold War: The Great American Dream*, Lanham, MD, Lexington Books, 2018.